

BUDGET PRINCIPAL**CONSEIL MUNICIPAL du 8 avril 2019****NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE****COMPTE ADMINISTRATIF 2018 ET BUDGET PRIMITIF 2019****SOMMAIRE****I. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

- a) Généralités – *page 3*
- b) Dépenses de fonctionnement – *page 4*
- c) Recettes de fonctionnement – *page 8*
- d) Détermination de la capacité d'autofinancement brute - *page 11*
- e) Evolution de l'autofinancement et des taux d'épargne - *page 12*
- f) Evolution des R.R.F. et des D.R.F. – Effet de ciseau - *page 14*
- g) Solde d'exécution du budget de 2018 - *page 15*

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- a) dépenses d'investissement - *page 15*
- b) recettes d'investissement - *page 15*
- c) Solde d'exécution du budget d'investissement 2018 - *page 16*

III. LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS – *page 16***IV. LA FISCALITE LOCALE DIRECTE – *page 18*****V. ETATS ET ANALYSE DE LA DETTE – *page 22*****VI. LE PERSONNEL MUNICIPAL – *page 24*****VII. ORIENTATION BUDGETAIRES ET BUDGET PRIMITIF 2019**

- a) Affectation des résultats 2018 – *page 25*
- b) Section de fonctionnement – *page 25*
- c) Section d'investissement - *page 27*
- d) Fiscalité directe locale en 2019 – *page 28*
- e) Evolution de l'endettement de la Commune – *page 29*

L'article L. 2313-I du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif et au budget primitif.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget dans le budget primitif (budget prévisionnel), des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Le bilan annuel comptable (appelé « compte administratif ») est soumis par l'ordonnateur, c'est-à-dire le Maire, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le budget primitif est quant à lui un budget prévisionnel qui propose les dépenses et les recettes 2018. *La Commune n'a pas d'obligation de réaliser ce qui est prévu en dehors des dépenses obligatoires telles que le remboursement de l'emprunt, les salaires des agents et les missions de service public obligatoires.*

Le Thoronet est une commune attractive qui connaît une croissance démographique régulière depuis les années 1975.

Ce dynamisme démographique se traduit par

- Une importante augmentation du nombre d'actifs
- Une forte prédominance du secteur tertiaire
- Une forte diminution de la part du secteur agricole
- Une activité touristique importante du fait d'un patrimoine bâti riche avec notamment son abbaye cistercienne.
- Une fréquentation de notre Point d'Information Touristique de 5 878 tous actes confondus soit une augmentation de 60,6% sur 2016.
- 17 permis de construire accordés *en moyenne* par an entre 2010 et 2018, le nombre de dossiers n'a cessé de décroître mis à part un sursaut en 2016 avec 27 demandes et 15 dossiers en 2018.

Nous ressentons en 2019 un très léger frémissement de l'activité immobilière ce qui nous laisse espérer d'atteindre le cap de 2500 habitants en 2020.

Pendant la période 2009 - 2019, la population municipale est passée de **2 019** habitants à **2 487** habitants soit un accroissement de **23.1 %** ce qui représente une densité de 65 habitants au km².

EVOLUTION DE LA POPULATION DU LE THORONET

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Population Municipale	2 049	2 099	2 173	2 253	2 333	2 381	2 414	2 434	2 454	2 477	2487 *
Résidences secondaires	275	313	320	326	331	336	377	377	350	366	
Total Population D.G.F.	2 324	2 412	2 493	2 579	2 664	2 717	2 791	2 811	2 804	2 843	

* Populations légales au 1^{er} janvier 2016 en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019

En préambule, et comme déjà signalé dans la note de présentation brève et synthétique du budget 2017, il est rappelé à l'attention du lecteur que l'approche du budget des exercices 2017 et 2018 et des analyses rétrospectives doivent dans certaines situations être mesurées et interprétées selon l'impact du double remboursement des charges du personnel en recettes réelles de fonctionnement 2016 et 2017 par les budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement, opération non réalisée à temps en fin d'année par les services administratifs.

I - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES de FONCTIONNEMENT EN €						
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
011 - Charges à caractère général	740 028	788 455	717 060	704 304	653 018	710 377
012 - Charges de personnel	825 125	955 183	1 208 479	1 308 330	1 242 952	1 089 662
014 - Atténuations de produits	331 497	335 905	333 842	332 484	306 496	331 993
65 - Autres charges de gestion	199 015	187 245	195 884	189 955	276 882	257 991
66 - Charges Financières	70 455	55 582	46 456	43 281	39 319	35 907
67 - Charges exceptionnelles	45	2 248	1 441	2 686	147	186
TOTAL Dépenses Réelles de Fonctionnement	2 166 166	2 324 617	2 503 162	2 581 040	2 518 813	2 426 116

Pour notre Commune :

Les dépenses de fonctionnement sont constituées notamment par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Depuis 2014, la Commune a poursuivi une vraie politique de maîtrise des dépenses publiques. A noter que l'évolution de l'indice des prix des dépenses communales notablement plus élevées que l'indice des prix à la consommation des ménages impactent durablement le pouvoir d'achat de la collectivité.

Pour la 2^{ème} année consécutive les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont en baisse. Elles atteignent 2 426 116 € en 2018 contre 2 518 814 € en 2017 soit un recul de 3,7%.

Le budget principal prend à sa charge le personnel des budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement et se voit remboursé en fin d'année (écriture en recettes de fonctionnement).

En effet, un agent municipal travaille au sein d'une même journée, pour le budget principal, le budget annexe de l'eau potable et même le budget annexe de l'assainissement. Pour réaliser les répartitions de charge, les agents inscrivent chaque jour, leurs activités pour transmission au service comptable de la Commune.

Les charges de personnel sont évolutives en fonction des chantiers et le réajustement est établi à l'année.

En 2016, l'opération n'ayant pas été réalisée à temps en fin d'année par les services administratifs, la Commune a disposé donc en 2017 d'un double remboursement des charges de personnel 2017 mais également 2016 par les budgets de l'eau potable et de l'assainissement pour un montant total de 265 695 € qui n'apparaît pas en diminution des dépenses mais en augmentation des recettes de fonctionnement (écritures comptables obligatoires au compte 70 produits des services).

L'exercice 2018 a été marqué en dépenses de fonctionnement par :

- **Des charges de personnel et assimilés - chapitre 012.** C'est le poste le plus important pour une collectivité. Avec 1 089 665 €, la masse salariale est à nouveau en recul en 2018 de 12,3% par rapport au réalisé 2017 et représente 44,9% des dépenses réelles de fonctionnement. Cette diminution s'explique par le mouvement de personnel (départ d'agents), les arrêts maladie, la diminution de 4 contrats de droit public en faveur de nouveaux contrats aidés, dès la rentrée de septembre 2018 et de stages CNFPT non validés.

Pour comprendre ce poste de charges de personnel et frais assimilés, la présentation de la comptabilité publique sépare les dépenses et les recettes même lorsqu'elles portent sur le même objet.

Ainsi, si l'on peut constater que les charges de personnel ont augmenté depuis 2014 avec le recrutement de contrats subventionnés par l'Etat pour assurer les missions de service public, il convient de prendre en considération les remboursements correspondants, inscrits en recettes de fonctionnement soit par exemple 46 000 € en 2018. Ainsi le ratio des charges de personnel et assimilés serait ramené de 44,9% à 43% du total des dépenses réelles de fonctionnement.

- **Des charges à caractère général - chapitre 011** pour 710 377 € (fournitures, maintenance, contrats de tout type...) en progression de 8,8 % ; en cause des hausses incompressibles et incontournables comme l'énergie (électricité + 6,6%), l'entretien des bâtiments (+ 56,%), l'entretien des voiries (+103,3%), l'entretien et la réparation du matériel roulant (+98,4%), la maintenance (+38,4%)

Second poste, les charges à caractère général sont néanmoins en recul de 9,9% depuis 2014 mais rapprochées du total des dépenses réelles de fonctionnement, elles fondent de 33,9% en 2014 à 29,3% en 2018, un véritable tour de vis qui a aussi ses limites.

- **Des atténuations de produits - chapitre 014** - 331 993 € constituées pour l'essentiel du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources à hauteur de 331 497 €, mécanisme de compensation à l'euro près du fait de la suppression en 2010 de la taxe professionnelle et qui trouve sa contrepartie dans plusieurs articles « produits » dans les recettes réelles de fonctionnement.

AR PREFECTURE

083-218301364-20190408-2019_15-BF

Regu le 15/04/2019

➤ **Des autres charges de gestion - chapitre 65** - Ce poste est net recul de 6,8% pour s'établir à 257 992 € après une forte hausse de 45,8% constatée entre 2016/2017.

La prise en charge de ce type de dépenses sur l'exercice budgétaire représente :

- les indemnités des élus sans changement pour 63 449 €
- les subventions de fonctionnement aux associations pour 53 860 € votées en Conseil Municipal
- les autres contributions et cotisations pour 31 442 € au SIVAAD, ONF, SYMIELEC ...
- la subvention versée au budget du Centre Communal d'Action Sociale pour 8400 €
- des créances admises en non-valeur et de créances éteintes en très forte hausse pour un montant 75 382 € € contre 15 551 € en 2017 votés à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 4 décembre 2018 à la demande du Trésor Public pour une sincérité de notre budget.

A noter que :

- La provision de notre contribution au Service Départemental d'Incendie de Secours du Var (SDIS) pour un montant de 91 539 € n'a pas été consommée puisque la commune du Thoronet a contesté devant le Tribunal Administratif cette participation passée de 25 689 € en 2014 à 59 503 € en 2017 puis à 83 938 € en 2018 soit + 226,7% en 4 ans.
- À partir du 1 janvier 2019, la Communauté de Commune Cœur du Var se voit transférer la compétence : Paiement de la participation au S.D.I.S.

Le montant sera déduit des attributions versées à la Commune par la Communauté de Communes Cœur du Var.

➤ **Les charges financières - chapitre 66** - sont en net recul à 35 910 € en 2018 contre 70 455 € en 2013 du fait de :

- L'amortissement des emprunts en cours
- La renégociation des prêts bancaires en 2015
- Mais aussi du non renouvellement des lignes de crédits de trésorerie de 400 000 € ouvertes entre 2012 et 2015 trop coûteuses par la collectivité (10 231 €).

A noter que le ratio des charges financières entre à hauteur de 1,5% en 2018 dans le total des dépenses de la section de fonctionnement contre 1,6% en 2016 et 3,2% en 2013.

TAUX DE RIGIDITE DES CHARGES DE STRUCTURELLES						
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Charges de personnel	825 125	955 183	1 208 479	1 308 330	1 242 952	1 089 662
Intérêts	70 455	55 582	46 456	43 281	39 319	35 907
Total Charges Structurelles	895 580	1 010 765	1 254 935	1 351 611	1 282 271	1 125 569
Ratio de rigidité	35,6%	37,2%	44,8%	50,0%	43,7%	39,3%
Taux de Rigidité	2,8	2,7	2,2	2,0	2,3	2,5

Le ratio de rigidité des charges structurelles mesure le poids des dépenses difficilement compressibles (charges de personnel et frais financiers / Recettes Réelles de Fonctionnement) et conforte notre ligne de politique budgétaire conduite depuis 2014.

En 2018, la commune a consommé 39,3% de ses produits à la couverture de ses charges incompressibles contre 35,6% en 2013. Cette évolution est aussi la conséquence directe de la baisse de dotations de l'Etat à partir de 2014.

RECAPITULATIF des DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	2013	2014	2015	2016	2017	2018	COURBE DES TENDANCES
011 - Charges à caractère général	740 028,56 €	788 455,19 €	717 059,97 €	704 304,41 €	653 008,60 €	710 377,17 €	
012 - Charges de personnel et frais assimilés	825 125,18 €	955 182,79 €	1 208 479,09 €	1 308 329,64 €	1 242 951,88 €	1 089 661,75 €	
014 - Atténuations de produits	331 497,00 €	335 905,00 €	333 842,00 €	332 484,00 €	306 496,00 €	331 993,00 €	
022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
023 - Virement à la section d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 925,00 €	2 950,00 €	2 950,00 €	2 950,00 €	27 944,49 €	38 199,12 €	
65 - Autres charges de gestion courante	199 015,28 €	187 244,52 €	195 883,69 €	189 954,93 €	276 882,04 €	257 991,56 €	
66 - Charges financières	70 455,29 €	55 581,90 €	46 456,30 €	43 281,25 €	39 319,37 €	35 906,90 €	
67 - Charges exceptionnelles	45,00 €	2 247,93 €	1 441,35 €	2 685,98 €	146,50 €	186,00 €	
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	

c) Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, garderie), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions. L'évolution desdites recettes du budget principal est retracée sur le tableau rétrospectif et graphique infra.

EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT en €

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
013 - Atténuation de charges	28 214	29 119	28 858	22 355	32 796	66 082
70 - Produits des services	95 115	154 859	330 836	256 347	574 179	393 502
73 - Impôts et taxes	1 699 360	1 747 849	1 807 911	1 794 269	1 785 389	1 992 342
74 - Dotation, subventions et part.	584 684	717 722	568 001	558 177	475 391	353 907
75 - Autres produits de gestion	57 810	59 214	55 236	52 319	51 793	55 098
76 - Produits financiers						
77 - Produits exceptionnels	53 909	9 721	9 992	19 073	14 328	2 356
TOTAL Recettes Réelles de Fonctionnement	2 519 094	2 718 486	2 800 836	2 702 542	2 933 878	2 863 287

Sans les mouvements d'opérations d'ordre, le total des recettes réelles de fonctionnement est passé de 2 718 485 € en 2014 à 2 863 287 € en 2018 soit une évolution de + 5,3% soit une moyenne annuelle de 1%, en cause la baisse généralisée de diverses dotations de l'Etat.

L'exercice 2018 a été marqué par six principaux types en recettes de fonctionnement par ordre décroissant :

➤ **Impôts et taxes - chapitre 73 : 1 992 341 €**

Avec 69,6% des recettes réelles de fonctionnement, ce poste est une des ressources principales de la collectivité. Il repose notamment sur :

- Les taxes foncières et d'habitation pour 1 739 124 €

La taxe d'habitation des résidences principales sera supprimée pour 100% des contribuables sur 3 ans. Le dégrèvement de 65% en 2019 et 100% en 2020 est compensée à la collectivité par l'Etat à « l'euro près ».

Les autres impôts et taxes se décomposent entre :

- L'attribution de compensation assurant la neutralité budgétaire des charges résultant des transferts entre les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et la commune pour 120 119 €
- Le Fonds de péréquation ressources communale et Intercommunales pour 56 121 €
- La taxation sur la consommation finale d'électricité pour 76 977 €

➤ **Les Produits des services, du domaine et ventes diverses - chapitre 70** : en forte baisse à 393 502 € contre 574 174 € en 2017 qui s'explique par le remboursement des salaires des services de l'eau et de l'assainissement sur les exercices 2017 et 2018.

Les produits réels de fonctionnement englobent les concessions dans le cimetière, les droits de stationnement, les redevances d'occupation du domaine public communal du Centre d'Hébergement, les redevances et droits des services à caractère culturel (95 232 €), des produits à caractère de loisirs (25 632 €).

Les redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement (106 011 €), les produits des budgets annexes Eau potable et Assainissement (155 042 €).

- **Dotations, subventions et participations - chapitre 74** : Elles sont constituées par les différentes dotations (203 017 €) (ex : Dotation Globale de Fonctionnement) et autres comme le remboursement du contrat unique (46 000 €), la Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement (103 057 €) pour un total de 353 907 € alloués à la commune soit 12,4% des recettes réelles de fonctionnement.
- **Les atténuations de charges - chapitre 13** en forte hausse à 66 082 € contre 32 796 € en 2017, elles concernent les remboursements de l'assurance maladies du personnel soit 2,3% des produits réels de fonctionnement.
- **Autres produits de gestion courante - chapitre 75** : 55 099 € Ces produits réels de fonctionnement concernent les revenus des immeubles encaissés par la commune et relativement stable en valeur relative d'une année sur l'autre.

RECAPITULATIF DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	2013	2014	2015	2016	2017	2018	COURBE DES TENDANCES
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	0,00 €	148 680,90 €	329 595,79 €	488 188,51 €	266 740,72 €	196 160,96 €	
013 - Atténuations de charges	28 214,72 €	29 119,40 €	28 858,00 €	22 355,82 €	32 796,39 €	66 082,02 €	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	38 678,46 €	39 996,17 €	23 869,09 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	95 115,34 €	154 859,08 €	330 836,27 €	256 346,86 €	574 179,23 €	393 501,76 €	
73 - Impôts et taxes	1 699 360,11 €	1 747 849,31 €	1 807 911,56 €	1 794 269,47 €	1 785 389,41 €	1 992 341,46 €	
74 - Dotations, subventions et participations	584 684,49 €	717 722,57 €	568 001,37 €	558 177,22 €	475 391,39 €	353 906,77 €	
75 - Autres produits de gestion courante	57 810,40 €	59 214,09 €	55 236,69 €	52 319,14 €	51 793,39 €	55 098,94 €	
77 - Produits exceptionnels	53 908,69 €	9 721,60 €	9 992,14 €	19 073,91 €	14 328,23 €	2 355,66 €	

d) Détermination de la Capacité d'Autofinancement Brut

Au final, l'écart entre le volume des recettes *réelles* de fonctionnement et celui des dépenses *réelles* de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la Commune à financer elle-même ses projets d'investissements sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

083-218301364-20190408-2019_15-BF
Regu le 15/04/2019

RESULTAT DE LA SECTION FONCTIONNEMENT

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
R.R.F.	1 783 304	1 872 785	2 004 418	2 286 390	2 355 220	2 519 093	2 718 486	2 800 836	2 702 542	2 933 878	2 863 878
D.R.F.	1 440 371	1 559 776	1 676 150	1 966 499	2 014 106	2 166 166	2 324 617	2 503 162	2 581 040	2 518 814	2 426 116
AUTOFINANCEMENT	342 933	313 009	328 268	319 891	341 114	352 927	393 869	297 694	121 502	415 065	437 762

e) Evolution de l'autofinancement et des taux d'épargne

	EVOLUTION DE L'AUTOFINANCEMENT ET DU TAUX D'EPARGNE											Moyenne
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Strate 2018
R.R.F.	1 783 304	1 872 785	2 004 418	2 286 390	2 355 220	2 519 093	2 718 486	2 800 836	2 702 542	2 933 878	2 863 878	
D.R.F.	1 440 371	1 559 776	1 676 150	1 966 499	2 014 106	2 166 166	2 324 617	2 503 162	2 581 040	2 518 814	2 426 116	
C.A.F. Brute	342 933	313 009	328 268	319 891	341 114	352 927	393 869	297 694	121 502	415 065	437 762	
Taux d'épargne Brute	19,2%	16,7%	16,4%	14,0%	14,4%	14,0%	10,6%	10,6%	4,5%	14,1%	15,3%	17,4%
C.A.F. Brute /habitant	183	152	156	147	151	151	173	123	50	169	176	171
C.A.F. Nette	98 898	210 529	208 439	195 624	218 620	26 251	235 646	149 884	-29 390	257 671	301 351	
Taux d'épargne Nette	5,5%	11,2%	10,4%	8,6%	9,3%	1,0%	9,2%	5,5%	1,1%	8,7%	10,5%	9,6%
C.A.F Nette / Habitant	48	100	96	87	97	11	103	62	*****	105	122	94

R.R.F. = Recettes Réelles de Fonctionnement,

D.R.F. = Dépenses Réelles de Fonctionnement

C.A.F. Brute = Capacité d'Autofinancement Brute ou Epargne Brute,

C.A.F. Nette = Capacité d'Autofinancement Nette = Epargne Nette

TAUX D'EPARGNE = Capacité d'Autofinancement Brut ou Nette / Recettes Réelles de Fonctionnement

MOYENNE STRATE = Références calculées sur les communes appartenant à la même strate démographique nationale

La formation de l'épargne brute entre 2008 et 2013 résulte en partie d'une pression de la Fiscalité Locale Directe avec des augmentations des taux Taxe habitation, Taxe Foncière et Taxe Foncière Non Bâti en 2009 et 2011 ce qui explique en grande partie l'évolution des Recettes Réelles de fonctionnement de 41,3 % pendant cette période.

Malgré les effets négatifs des baisses continues des dotations budgétaires entre 2014 et 2017, la capacité d'autofinancement brute et la capacité d'autofinancement nette atteignent respectivement 437 762 € et 301 351 € en 2018 soit respectivement un taux d'épargne brut de 15,3% et un taux d'épargne nette de 10,5%.

Il convient de noter que la CAF Brute et la CAF nette sont supérieures à la moyenne de la strate par habitant (176 € pour la CAF Brute) et (122 € pour la CAF Nette).

MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
D.R.F.	1 440 371	1 559 776	1 676 150	1 966 499	2 014 106	2 166 166	2 324 617	2 503 162	2 581 040	2 518 814	2 426 116
Amortissement du capital	246 036	102 480	119 829	244 267	124 409	326 676	158 223	147 985	151 190	157 394	135 819
Total	1 686 407	1 662 256	1 795 979	2 210 766	2 138 515	2 492 842	2 482 840	2 651 147	2 732 230	2 676 208	2 561 935
R.R.F.	1 783 304	1 872 785	2 004 418	2 286 390	2 355 220	2 519 093	2 718 486	2 800 836	2 702 542	2 933 878	2 863 287
Coefficient M.A.C.	0,95%	0,89%	0,90%	0,97%	0,91%	0,99%	0,91%	0,95%	1,01%	0,91%	0,89%

Marge d'Autofinancement Courant = Dépenses Réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement en capital de la dette / Recettes Réelles de Fonctionnement

En 2013 avec un taux de 0,99%, la Marge d'Autofinancement Courant a tutoyé le seuil d'alerte et a dégradé dès 2014 les capacités d'investissements de la commune.

Ce seuil est revenu à 0,89% en 2018 au prix d'une gestion sérieuse et rigoureuse.

D) Evolution des Recettes Réelles de Fonctionnement et des Dépenses Réelles de Fonctionnement – EFFET DE CISEAU

Ci-après tableaux de l'évolution des recettes *réelles* de fonctionnement, des dépenses *réelles* de fonctionnement en valeurs relatives et ces conséquences sur l'épuisement des autofinancements entre 2008 et 2018 définies sous le terme « **effet de ciseau** » qui mérite une attention particulière.

EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT ET DES DEPENSSES REELLES DE FONCTIONNEMENT entre 2008 et 2018											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes Réelles de Fonctionnement			2 047 850	2 407 831	2 413 831	2 557 772	2 758 482	2 824 705	2 852 465	2 933 878	2 863 287
Evolution en %		5%	7%	14,1%	3%	7%	7,9%	3%	-3,5%	8,6%	-2,4%
Dépenses Réelles de Fonctionnement	1 440 371	1 559 776	1 676 150	1 966 499	2 014 106	2 166 166	2 324 617	2 503 162	2 581 040	2 518 814	2 426 116
Evolution en %		8,3%	7,5%	17,3%	2,4%	7,5%	7,3%	7,7%	3,1%	-2,4%	-3,7%
Effet de ciseau		-3,3%	-0,5%	-3,2%	0,6%	-0,5%	0,6%	-4,7%	-6,6%	6,2%	1,3%

2009, 2011, 2018, années de modifications des Taux des impôts locaux

R.R.F. = Recettes Réelles de fonctionnement

D.R.F. = Dépenses Réelles de Fonctionnement

Aussi, seule l'analyse rétrospective donne une vision plus objective de l'évolution des sections de fonctionnement en recettes réelles et en dépenses réelles et qui permet une compréhension des politiques budgétaires assumées entre 2008 et 2013 et des contraintes budgétaires subies entre 2014/2018.

Evolution 2008/2013		
Recettes Réelles de Fonctionnement	735 789 €	41,3%
Dépenses Réelles de Fonctionnement	725 795 €	50,4%

Evolution 2014/2018		
Recettes Réelles de Fonctionnement	144 801 €	5,4%
Dépenses Réelles de Fonctionnement	101 499 €	4,3%

Force est de constater qu'entre

- 2008 et 2013, les dépenses de fonctionnement insuffisamment contrôlées augmentaient plus vite que les recettes de fonctionnement. Il en découle une capacité d'autofinancement à bout de souffle et donc trop faible
- 2014 et 2017, la collectivité a mis en place à marche forcée un plan de réduction des dépenses réelles de fonctionnement progressant moins vite que les recettes de fonctionnement

A partir de 2018, l'effet de ciseau est stabilisé pour se retrouver à un niveau supérieur qu'en 2014, c'est-à-dire avant la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement.

g) Solde d'exécution du budget de fonctionnement 2018

Total réalisation en dépenses de l'exercice : 2 464 315,50 €

Excédent de fonctionnement 2017 : 196 160,96 €

Total réalisation en recettes de l'exercice : 2 863 2386,61 €

L'exécution du budget 2018 dégage un excédent de fonctionnement de : 595 132,07 €

II - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Commune à moyen ou long terme.

Le budget d'investissement donne lieu directement ou indirectement à l'augmentation durable du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création. Le remboursement du capital de la dette empruntée constitue une dépense d'investissement obligatoire.

a) Dépenses d'investissement

La politique en matière menée par la commune à partir de 2014 a consisté conforter sa situation financière en abondant son Fonds de Roulement au détriment de ses investissements ce qui nous autorise à dire que le Fonds de Roulement actuel est satisfaisant mais surtout indépendant des banques.

Un effort d'équipement a été particulièrement important en 2018, le total des dépenses d'équipement en immobilisations incorporelles (19 700 €), en immobilisations corporelles (370 650 €), en immobilisations en cours (45 612 €) se sont élevés à 435 963 € en augmentation de 84,5% par rapport à l'exercice 2017.

De ce fait, le taux d'équipement est passé d'un exercice à l'autre de **8,1% (96 €/hab.) à 15,2% (176 €/hab.)**.

Pour être complet, les dépenses financières liées à l'amortissement annuel des emprunts en cours de 135 819 € pèsent **6,2%** du total des dépenses réelles.

b) Recettes d'investissement

Pour financer ses investissements en 2018, la commune a mobilisé **738 049 €** de recettes réelles d'investissement se décomposant entre :

- Des ressources internes comme des subventions d'équipement (5 606 €), des dotations (Taxes d'aménagement : 75 134 €) et un virement de l'excédent de fonctionnement capitalisé de 457 709 € soit 62% du total des recettes réelles d'investissement en 2017.

Des ressources externes comme un emprunt bancaire de 199 600 €

La rationalisation de certaines dépenses, le respect des deniers publics doivent restés un objectif constant pour retrouver des marges de manœuvre financières, des nouvelles capacités d'autofinancement et donc d'investissement.

c) Solde d'exécution du budget d'investissements 2018

Total réalisation en dépenses d'investissement : 571 782,38 €

Reste à réaliser : 69 710,77 €

Déficit d'investissement reporté de l'exercice 2017 : 15 947,73 €

Total réalisation en recettes d'investissement : 776 248,86 €

Au total, l'exécution du budget en 2018 fait ressortir un résultat cumulé de 713 939 € détaillé comme suit en section de fonctionnement : 595 132 € et en budget d'investissement de 118 807 €.

III - LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

EVOLUTION HISTORIQUE DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT EN €															
D.G.F.	2012	2013	Var	2014	Var	2015	Var	2016	Var	2017	Var	2018	Var	BP 2019	Var
D.F.C.	256 957	263 845	2,7%	285 504	8,2%	191 502	-32,9%	145 185	-24,2%	116 896	-19,5%	116 615	-0,2%	116 616	=
D.S.R.	29 958	32 417	8,2	33 555	3,5%	36 035	7,4%	38 609	7,1%	41 285	9,3%	43 295	4,90%	41 285	-4,6%
D.N.P.	36 856	40 865	10,9%	45 092	10,3%	59 081	31%	80 332	36%	44 841	-44,2%	43 107	-3,9%	43 107	=
TOTAL	323 771	337 127	4,1%	364 151	8%	286 618	-21,3%	265 126	-7,5%	203 022	-23,4%	203 017	=	201 008	-1%

DEGRE DE DEPENDANCE FINANCIERE DE LA COMMUNE					
2013	2014	2015	2016	2017	2018
13,4%	13,4%	10,2%	9,8%	6,9%	7,0%

D.G.F.	- 161 134 €
Variation : 2018/2014	- 44,2%

Dotation Globale de Fonctionnement = Dotation Forfaitaire des Communes + Dotation Solidaire Rurale + Dotation Nationale Rurale

Degré de dépendance financière = Dotation Globale de Fonctionnement / Recettes Réelles de Fonctionnement

AR PREFECTURE

083-218301364-20190408-2019_15-BF

Regu le 15/04/2019

EVOLUTION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT par rapport à LA POPULATION D.G.F.

2 012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
126 €/hab.	126 €/hab.	134 €/hab.	103 €/hab.	94 €/hab.	72 €/hab.	71 €/hab.

Entre 2008 et 2014, la Dotation Globale de Fonctionnement a évolué annuellement entre **4,1% et 5,4 %** laissant à la commune « une rente de situation » substantielle en progression récurrente et permanente entre **291 353 € et 364 151 €**.

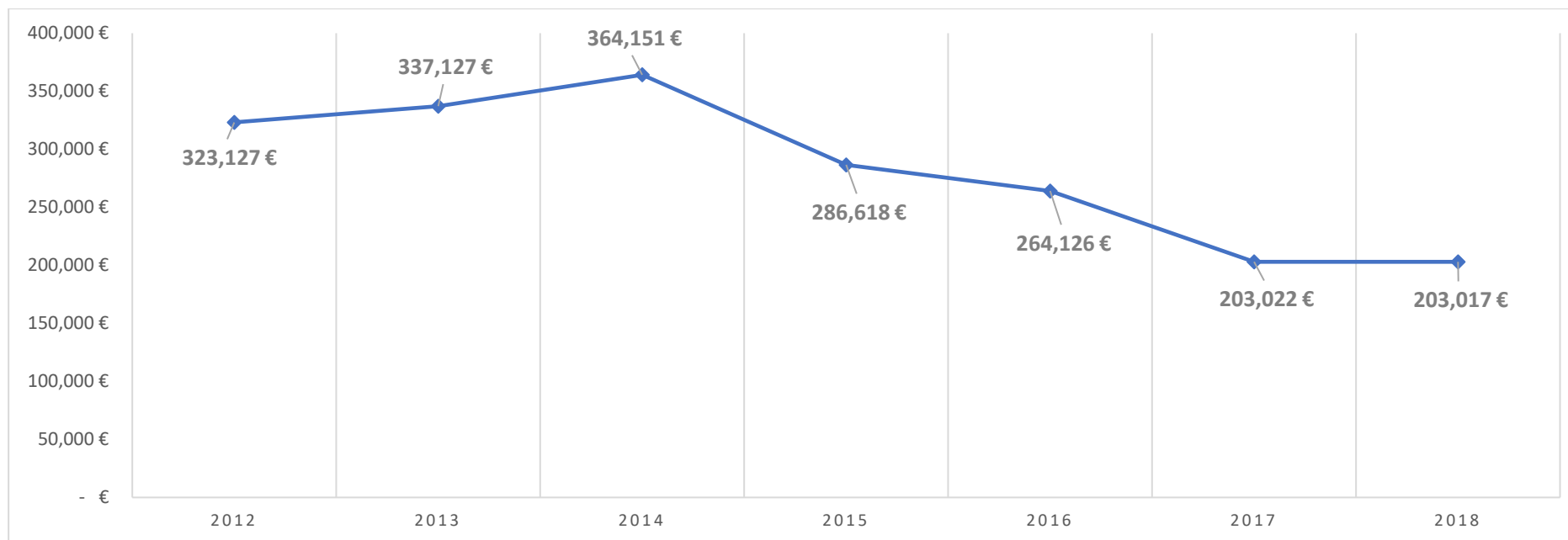
En 2018, le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement versé par l'Etat s'élève à **203 017 €** soit une baisse vertigineuse de **44,2% entre 2014 et 2018**.

Par rapport à la population D.G.F. correspondant au total de la population municipale et de la population des résidences secondaires, la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement par habitant s'affaïsse de **134 € à 71 €** avec pour conséquence un degré de dépendance financière de la commune par rapport au principal concours financier de l'Etat chutant de **13,4 % en 2014 à 7 % en 2018**.

Relevons que :

La commune a été soumise à rudes épreuves et durement impactée depuis 2014 par le quasi disparition des subventions d'Etat, de la Région, du Département doublée par la brutalité de la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement. Nul doute, cette période de turbulences en matière de gestion publique

nécessite une autre façon de gérer les budgets communaux sous la contrainte permanente et nous oblige aussi à des arbitrages inédits face à l'attente croissante des citoyens ainsi qu'à un bouleversement politique, juridique et financier. C'est très cher payé la contribution des communes rurales au redressement des finances publiques de la Nation ce qui revient à dire que pour équilibrer les budgets, la collectivité devait revoir en 2018 sa fiscalité locale directe après 7 ans de stabilité tout en poursuivant une politique de rigueur.

EVOLUTION GRAPHIQUE DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ENTRE 2012 ET 2018**IV - LA FISCALITE LOCALE DIRECTE**

S'agissant de la fiscalité des entreprises, La Cotisation foncière des entreprises (CFE) est prélevée comme la Taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères par la Communauté de Communes Cœur du Var.

Les tableaux ci-dessous rappellent l'évolution des bases, des taux des taxes directes communales, des produits et des valeurs locatives cadastrales.

BASES D'IMPOSITION	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bases Taxe Habitation + THLV	4 937 722	4 997 721	5 303 681	5 399 755	5 620 743	5 676 331	5 779 569	5 855 104
Bases Foncier bâti	2 785 371	3 071 727	3 221 530	3 336 651	3 340 419	3 502 845	3 534 963	3 585 842
Bases Foncier Non Bâti	93 048	96 364	96 969	96 604	98 019	98 246	96 167	97 922
Total bases	7 816 141	8 165 812	8 622 180	8 833 010	9 059 181	9 277 422	9 410 699	9 538 868

083-218301264 20190108 2019 15 BF
Regu le 15/01/2019

DYNAMISME DES PRODUITS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux Habitation + THLV	805 568	818 127	868 127	883 940	920 117	929 706	946 116	1 054 504
Taux Foncier Bâti	385 833	408 538	428 463	443 775	459 435	465 878	469 970	495 834
Taux Foncier Non Bâti	74 127	74 798	75 267	74 984	76 082	76 259	74 645	83 606
CFE	51 333	51 093	52 805	55 694				
Total des Produits	1 316 861	1 352 556	1 424 662	1 458 393	1 455 634	1 471 843	1 490 731	1 633 944

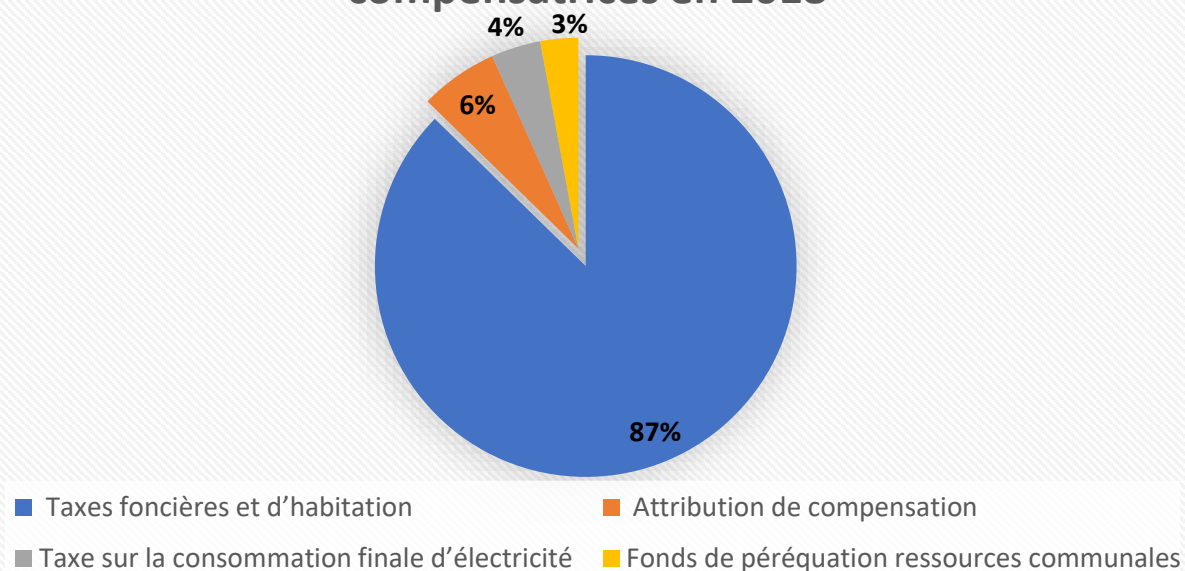
TAUX D'IMPOSITION	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux Habitation	16,37%	16,37%	16,37%	16,37%	16,37%	16,37%	16,37%	18,01%
Bases Foncier bâti	13,3%	13,3%	13,3%	13,3%	13,3%	13,3%	13,3%	13,83%
Taux Foncier Non Bâti	77,62%	77,62%	77,62%	77,62%	77,62%	77,62%	77,62%	85,38%
7 ans SANS modification des taux de la fiscalité locale directe								1 an

Rappel :

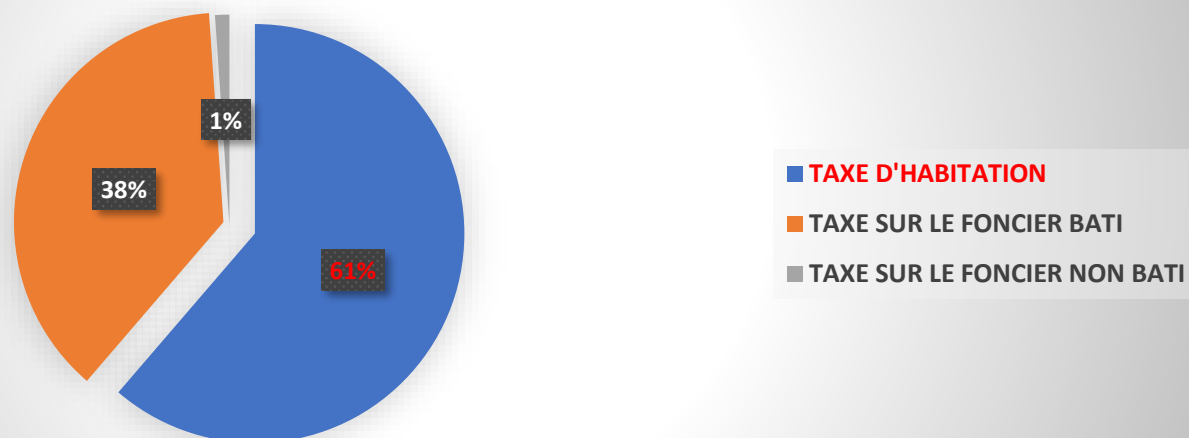
- ✚ L'Etat a imposé en 2011 un ajustement des taux suite à la suppression de la taxe professionnelle et des transferts d'impôts entre collectivités publiques.
- ✚ De 2001 et 2018, la commune a modifié ces taux en 2003, 2005, 2009, 2011 et 2018

TAUX MOYENS	VAR	Nationaux	VAR	Nationaux
	2017		2018	
Taxe Habitation	23,94%	24,47%	23,97%	24,54%
Taxe Foncière Bâtie	23,69%	19,46%	23,65%	21,19%
Taxe Foncière Non Bâtie	71,25%	49,46%	30,94%	49,67%

COMPTE 73 - la structure des impôts locaux et dotations compensatrices en 2018



Structure des bases d'imposition en 2018



083-218301364 20190408 2019_15 BF
Regu le 15/04/2019

Coefficient de valorisation des valeurs locatives entre 2001 et 2009

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1,01	1,01	1,015	1,015	1,018	1,018	1,018	1,016	1,025

Coefficient de valorisation des valeurs locatives entre 2010 et 2018

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1,012	1,02	1,018	1,018	1,009	1,009	1,01	1,004	1,024

La valeur locative cadastrale (ou revenu cadastral) des locaux d'habitation correspond à un loyer annuel théorique établi par l'administration fiscale à partir des données fournies par le contribuable. Elle constitue la base d'imposition pour l'établissement de la taxe foncière et la taxe d'habitation.

A partir de 2019, la valorisation forfaitaire des valeurs locatives fixée annuellement par la loi des finances n'est plus basée sur la prévision d'inflation de l'année à venir mais liée au dernier taux d'inflation annuelle harmonisé constaté sur la dernière année

La Fiscalité Locale Directe de la commune essentiellement représentée par la Taxe d'Habitation, le Taxe Foncière Propriété Bâtie et Non Bâtie fait transparaître :

- La suppression partielle de la taxe d'habitation d'ici à 2020 à substituer par des nouvelles recettes au niveau de l'Etat
- Des coefficients de valorisation des valeurs locatives entre 2001 et 2017 atones et bien inférieures à l'inflation sur toute cette période.

En 2019, la valorisation des valeurs locatives a été fixée par la Loi des Finances à 2,2 %.

- Une nouvelle pause fiscale en 2019
- Des taux moyen Var et nationaux supérieurs à ceux de la commune
- Une remise en cause de l'autonomie de gestion des communes et une perte progressive d'autonomie fiscale.

V - ETAT ET ANALYSE DE LA DETTE

Ratios Endettement	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours dette au 1/01 (A)	1 520 320	1 479 369	1 597 469	1 499 497	1 778 497	1 874 071	1 947 394	1 800 817	1 650 670	1 337 785	1 399 523
Recettes Réelles de fonct. (B)	1 761 793	1 872 785	2 004 418	2 286 390	2 355 220	2 519 093	2 718 486	2 800 836	2 702 542	2 933 873	2 863 287
Taux endettement (A/B)	86,3%	79,0%	79,7%	65,6%	75,5%	74,3%	71,6%	64,3%	61,1%	45,6%	48,9%
Population municipale	2 173	2 049	2 099	2 173	2 253	2 333	2 381	2 414	2 434	2 454	2 487
Encours Dette / habitant en €	700	722	961	690	789	802	820	746	678	545	563
Annuité de la dette en €	327 076	169 089	171 998	296 596	183 982	397 131	213 805	194 441	194 471	196 713	171 726
Annuité/habitant en €	151	83	82	136	82	170	90	81	80	80	69
Epargne Brute en € (C)	342 734	313 009	328 268	319 891	341 114	352 927	393 869	297 869	121 502	415 065	437 762
Capacité de désendettement (A/C)	4,4 ans	4,7 ans	4,9 ans	4,7 ans	5,2 ans	5,3 ans	4,6 ans	5,5 ans	13,5 ans	3,2 ans	3,2 ans

Annuités	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Remboursement du capital	246 036	102 480	119 829	244 267	124 409	326 676	158 223	147 985	151 190	157 394	135 819
Remboursement des intérêts	81 040	66 609	52 169	52 329	59 573	70 445	55 582	46 456	43 281	39 319	35 907
Total Annuités	327 076	169 089	171 998	296 596	183 982	397 131	213 805	194 441	194 471	196 713	171 726

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ratio de solvabilité	18,5%	9,0%	8,5%	12,9%	7,8%	15,8%	7,9%	6,9%	7,2%	6,7%	6,0%

Le ratio de solvabilité correspond au financement de la charge de la dette (annuités) par les recettes réelles de fonctionnement,

A noter :

En 2015, les banques ont accepté la renégociation de 5 emprunts municipaux. Mais certains organismes bancaires ont refusé de négocier les autres crédits ou leurs conditions de rachats étaient suffisamment dissuasives, excessives et donc inacceptables.

En finalité, avec l'échéance de certains contrats et la renégociation de contrat existants, le poids des intérêts financiers tombe de 70 455 € à 35 907 € entre 2013 et 2018 soit une forte baisse de 49%.

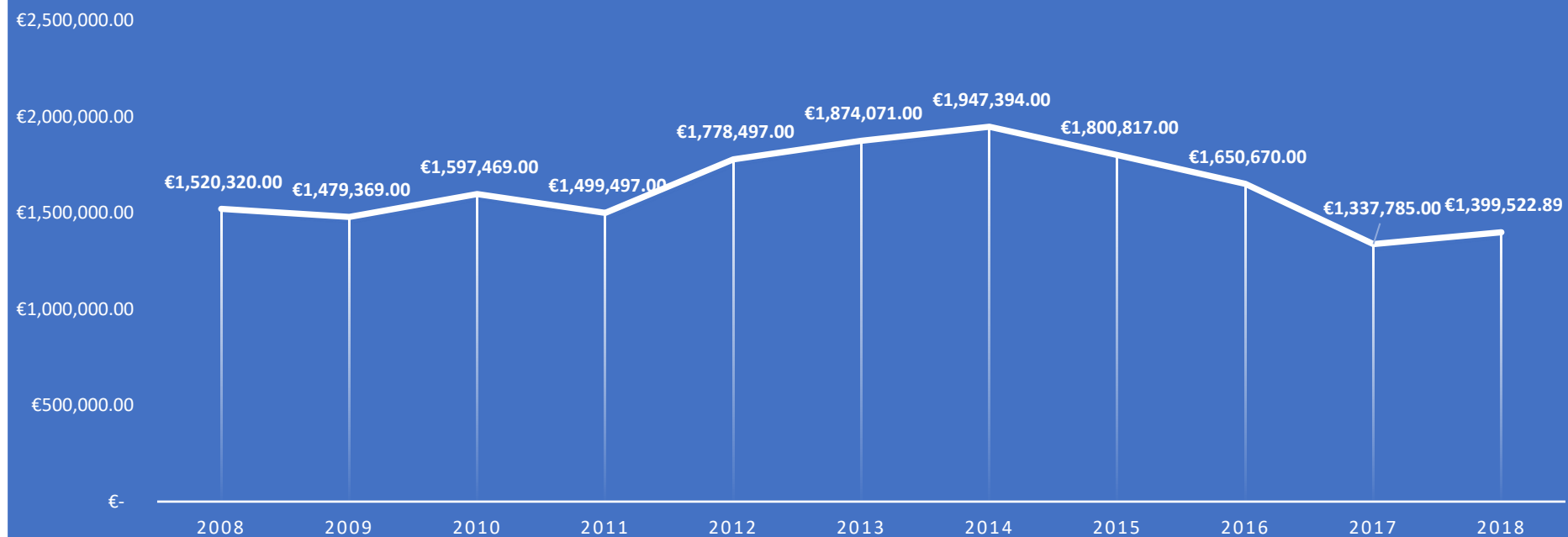
En 2018, nous avons en place un prêt bancaire de 200 000 € aux conditions les plus basses du marché.

Repris sur plusieurs tableaux ci-dessus, nous constatons que :

- **L'encours de la dette financière de la collectivité** augmente 1 520 320 € à 1 874 071 € (+ 23,3%) entre 2008 et 2013 puis le stock de dette baisse très nettement de 28,1% entre 2014 et 2018 pour atteindre 1 399 523 €.
- **L'encours de la dette par habitant** passe de 700 € à 802 € entre 2008 et 2013 soit une augmentation de + 14,6% contre une baisse de 31,3% entre 2014 et 2018 pour atteindre 563 €/habitant.
- **La capacité de désendettement** augmente de 4,4 ans à 5,3 ans entre 2008 et 2013 puis connaît une évolution plus favorable en passant de 4,6 ans en 2014 à 3,2 ans en 2018.
- **Le taux d'endettement** propose de rapporter l'encours de la dette de la collectivité à ses recettes réelles de fonctionnement.
Un ratio élevé signifie que la commune est fortement endettée par rapport à ses revenus. Ainsi le ratio d'endettement était de 86,3% en 2008 puis passe 74,3% en 2013 pour atteindre un taux historiquement bas de 48,9 % en 2018
- **Le ratio de solvabilité** correspond au financement de la charge de la dette par les recettes réelles de fonctionnement.
De 18,5% en 2008 à 15,8% en 2013, ce ratio est proche d'atteindre en 2018 le point vertueux de 6%.
A partir de 2014, c'est au prix d'une gestion rigoureuse et économe en dépenses de fonctionnement, d'un respect des deniers public, d'un contrôle budgétaire serré que la commune du Thoronet a redynamisé progressivement d'une façon réaliste et pragmatique ses marges de manœuvre financières, ses nouvelles capacités d'autofinancement et donc d'investissement.

083-218301364-20190408-2019_15-BF
Regu le 15/04/2019

EVOLUTION DE LA DETTE



VI - LE PERSONNEL MUNICIPAL

Rappel du tableau des évolutions des effectifs entre 2013 et 2018 voté le 18 février 2019

EVOLUTION DES POSTES POURVUS							
POSTES	TDE 2013	TDE 2014	TDE 2015	TDE 2016	TDE 2017	TDE 2018	VARIATION
Nb de postes à temps complet	26	25	26	26	26	24	2
Nb de postes à temps non complet	3	2	3	3	3	2	1
Nombre total de postes	29	27	29	29	29	26	3

VII ORIENTATIONS BUDGETAIRES et BUDGET PRIMITIF 2019

L'attention de chacun et chacune est attirée sur le fait que les dépenses 2013 à 2018 se fondent sur le réel alors que 2019 est un PREVISIONNEL MAXIMUM et comme tout prévisionnel, la Commune portera une attention particulière pour ne pas atteindre ce prévisionnel de dépenses.

a) Affectation des résultats 2018

Constatant que le compte administratif fait apparaître un excédent de fonctionnement de 595 132,07 €, il a été proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de fonctionnement 2018 au budget primitif 2019 comme suivant :

- Résultat de l'exercice 2018 Excédent : 595 132,07 €
- Affectation du résultat à l'exécution du virement à la section d'investissement (R 1068) : 416 592,45 €
- Report sur la section de fonctionnement R002 : 178 539,62 €

b) La section de fonctionnement

- Budget primitif 2018 : 2 900 704 €
- Budget Primitif 2019 : 3 020 116 €
- Evolution 2018/2019 : + 4,1 %

1 - Les dépenses de fonctionnement

Le total des dépenses de la section de fonctionnement cumulées en 2019 s'élève à 3 020 116 € et repose sur :

- Les charges à caractère général : 843 684 € en hausse de 9,4%
- Les charges de personnel et frais assimilés : 1 119 074 € en baisse de 1,7%
- Les atténuations de produits : 332 897 € en baisse de 8,7%
- Les autres charges de gestion courante : 404 948 € en hausse de 10,6%

Les dépenses de gestion courante des services d'un montant de 2 700 602 € représentent 89,4% du total des dépenses de fonctionnement cumulées de l'exercice, en hausse de 2,4% à comparer à l'inflation supportée par la commune de 3,7% supérieure à celle des ménages car les postes « énergie, communication, entretien » sont plus importants.

- Les charges financières 37 285 € quasi stables y compris les intérêts de l'emprunt prévisionnel
- Les charges exceptionnelles : 16 800 € en hausse, en cause des intérêts moratoires sur marché
- Les dotations aux amortissements et aux provisions : 44 000 € constituées pour un litige porté en Conseil d'Etat par la société perdante devant le Tribunal administratif puis la Cour Administrative d'Appel
- Les dépenses imprévues de fonctionnement : 44 882 € en baisse de 56%

Au total les dépenses réelles de fonctionnement se montent à 2 843 569 € en baisse de 0,7%

Le total des prélèvements au profit de la section d'investissement de 176 546 € et se distingue comme suit

- Le virement à la section d'investissement de 131 000 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre sections : 45 546 €

2 - Les recettes de fonctionnement

Le total des recettes de la section de fonctionnement cumulées en 2019 s'élève à 3 020 116 € et porte sur :

- Les atténuations de charges : stables à 11 400 €
- Les produits des services, du domaine et ventes diverses : 370 798 € en baisse de 11%
- Les impôts et taxes : 2 015 150 € en hausse de 7 %
- Les dotations, subventions et participations : 390 515 € en hausse de 16,7% en très grande partie liée au remboursement des Contrats Uniques d'Insertion, des Parcours Emploi Compétences et maladie. Notons une quasi-stabilité de la Dotation Globale de fonctionnement limitée à 202 722 € soit plus que 6,7% du Total des recettes de fonctionnement cumulées
- Les autres produits de gestion courante : 51 712 € en baisse de 5,5%

En hausse de 5,2 %, les recettes de gestion des services d'un montant de 2 839 576 € représentent 94 % du total des recettes de fonctionnement cumulées

- Les produits exceptionnels : 2 000 € en baisse de 155%

Au total, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 2 841 576 € en hausse de 5,2%

Sans opérations d'ordre de transfert entre sections, le total des recettes réelles et d'ordre de fonctionnement de l'exercice s'élève à 2 841 576 € en hausse de 5,2%

- Le résultat de fonctionnement reporté : 178 539,62 €

c) La section d'investissement

- Budget primitif 2018 : 749 500 €
- Budget Primitif 2019 : 1 161 111 €
- Evolution 2018/2019 : + 54,9 %
- Restes à réaliser 2018 : 69 710€

1 - Les dépenses d'investissement

Le total des dépenses de la section d'investissement cumulées en 2019 s'élève à 1 230 822 € et se concentre sur :

- Les immobilisations incorporelles : 75 936 € en hausse de 51,6%
- Les immobilisations corporelles : 715 440 € en hausse de 47,6%
- Les immobilisations en cours : 222 205 € en hausse de 210,3%
- **Le total des dépenses d'équipement reprises en annexe passe de 606 476 € en 2018 par des propositions nouvelles à hauteur de 1 013 581 € soit 82,3 % du total des dépenses d'investissement cumulées 2019.**
- Les dotations, fonds divers et réserves : 4 000 €
- Les emprunts et dettes assimilées : 143 530 € représentant l'amortissement des emprunts en cours

Le total des dépenses réelles d'investissement de l'exercice s'élève à 1 161 112 €

Sans opérations d'ordre de transfert entre sections et patrimoniales **les dépenses réelles et d'ordre d'investissement de l'exercice s'élève à 1 161 112 € soit une hausse de 54,9%**

- Les restes à réaliser : 69 710,77 €

2 - Les recettes d'investissement

Le total des recettes de la section d'investissement cumulées en 2019 s'élève à 1 230 822 € et se décompose comme suit :

- Des subventions d'investissement 47 659 € relatives aux programmes de la mise aux normes des Etablissements recevant du Public et la construction de la future Maison des Jeunes
- Un emprunt prévisionnel de 200 000 €
- Une immobilisation reçue en affectation de 100 000 € suite à la vente d'un terrain communal (actuelle maison des jeunes)

AR PREFECTURE

083-218301364-20190408-2019_15-BF

Reçu le 18/04/2019

Le total des recettes d'équipement de 347 659 € sont en hausse de 73,8 % représente 28,2% du Total des recettes d'investissement cumulées

- des dotations, fonds divers et réserves : 518 099 € soit une baisse de 1,8 % dont :
 - ✓ FCTVA : 61 507 €
 - ✓ Taxe d'aménagement : 40 000 €
 - ✓ Excédent de fonctionnement capitalisé : 416 592 €

Le total des recettes réelles en hausse de 18,9% représente 70,3 % soit 865 758 € du Total des recettes d'investissement cumulées

- Le virement de la section de fonctionnement : 131 000 €
- Des opérations d'ordre et de transfert : 45 546 en hausse de 19,2 %

Soit un total du prélèvement provenant de la section de fonctionnement de 176 546 €

Le total des recettes réelles et d'ordre d'investissement de l'exercice s'élève à 1 042 305 € en hausse de 36,2 %

- solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 188 517,75 €

Pour financer partiellement ses investissements structurants 2019, la commune sollicitera un emprunt prévisionnel pour profiter des taux réels négatifs correspondant au taux réel accordé par les banques rapproché de l'indice des prix des dépenses communales.

d) Fiscalité Directe Locale en 2019

Considérant que :

- La commune ne modifiera les taux d'imposition de la Taxe d'habitation, de la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants, de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, et de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties en 2019.
- La commune dispose d'indicateurs fiscaux maîtrisés, modérés et inférieurs par rapport aux communes appartenant à la même strate démographique comme :
 - Un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal à 0.976 contre 1.119 pour la référence de la strate
 - Un potentiel fiscal brut spécifique de 800 € / habitant contre 869 € / hab. pour la référence de la strate
 - Un potentiel financier de 857 € / habitant contre 959 € / Hab. pour la référence de la strate
- Le coefficient relatif à la revalorisation des valeurs cadastrales est fixé par la loi des finances 2019 à 1,022 %

Il s'ensuit que :

- Les bases dans le budget primitif sont retenues pour : 6 016 000 € pour la TH/THLV, 3 685 000 € pour la TFB, 99 600 € pour le TFNB.
- Le produit fiscal attendu serait de 1 678 156 € en 2019 à bases constantes contre 1 639 644 € en 2018.

En clair, notre commune a pratiqué une politique fiscale modérée entre 2011 et 2018 compte tenu des budgets contraints imposés par l'Etat depuis 2014.

e) Evolution de l'endettement de la commune

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE de 2018 à 2033							
2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1 399 523	1 271 493	1 142 755	1 013 386	883 270	752 384	623 711	494 346

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
378 387	262 211	170 000	120 000	80 000	40 000	20 000	20 000

Sans emprunt nouveau

Le stock de dette de la commune par habitant de 563 € en 2018 est très inférieur à la moyenne nationale 702 €.

En mettant en place un emprunt prévisionnel en 2019 de 200 000 € à amortissement constant sur 10 ans, l'évolution de l'encours de la dette serait la suivante :

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE de 2018 à 2033 avec emprunt prévisionnel							
2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1 399 523	1 461 493	1 312 755	1 163 386	1 013 270	862 284	713 711	564 346

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
428 387	292 211	180 000	120 000	80 000	40 000	20 000	20 000